

J-46 avant le lancement de la 9^{ème} Semaine pour les Alternatives aux Pesticides (20 au 30 mars 2014).

Les impacts des pesticides sur notre santé (débat sur les perturbateurs endocriniens) et sur notre environnement (pollution des eaux, extinction des abeilles) au cœur du débat public.

Le contexte. Fin 2013, le ministre de l'Agriculture M. Le Foll annonçait une baisse de 5,7% de l'usage des pesticides en 2012 or quelques jours plus tard, des informations¹ montraient que les données 2012 exploitées n'étaient pas complètes et que de fait l'on constatait surtout une stabilité des données. Début 2014, une loi était adoptée par le parlement français visant à interdire à terme l'usage des pesticides dans les zones urbaines et à la vente aux non professionnels, oui mais voilà son entrée en vigueur ne se fera qu'en 2020 et 2022 et des dérogations seront toujours possibles. En outre cette loi ne concerne pas le milieu agricole qui reste – et de loin – le 1^{er} utilisateur des pesticides.

En Europe, l'actualité de 2014 va être marquée par le dossier des insecticides néonicotinoïdes dont la question est loin d'être réglée ou encore celle des Perturbateurs Endocriniens (PE) qui comptent nombre de pesticides et que l'UE ne semble pas presser d'aborder de manière sérieuse. Sur ces sujets de santé publique, le Gouvernement et l'UE auront des responsabilités à prendre.

Il reste donc crucial de sensibiliser la population sur les dangers des pesticides et leurs alternatives car :

- La France reste le 1er pays européen utilisateur de pesticides et le 3ème au monde ;
- La filière bio peine à se développer et ce malgré les objectifs de développement prévus ;
- De plus en plus de victimes des pesticides (professionnels ou riverains) se font connaître.

Quelques temps forts déjà prévus. Comme chaque année, la Semaine pour les alternatives aux pesticides va s'appuyer sur des actions locales, nationales et internationales pour se faire entendre, ainsi par exemples :

- **des ONG nationales, dans le cadre d'une nouvelle campagne nommée « 0 phyto 100 % bio », interrogeront les communes françaises** afin de recenser, encourager et valoriser au niveau national les efforts produits pour réduire ou éliminer l'usage des pesticides et/ou promouvoir l'agriculture biologique. Une **carte nationale** de ce recensement sera rendue publique le 20 mars. En amont de ce recensement, la mise à disposition d'un kit de mobilisation sera rendu accessible mi-février pour permettre aux citoyens d'interpeller leurs élus.
- Une action sur le dossier des PE sera organisée le 25 mars avec **une opération d'affichage intitulée « stop au PE ».**
- **Au Parlement européen à Bruxelles** s'organisera **un séminaire et débat public avec les témoignages de victimes des pesticides**, avec le soutien d'ONG internationales et de députés européens.
- **Une grande chaîne de jardinerie lancera une vaste opération de collecte des pesticides** pour permettre aux jardiniers amateurs de se débarrasser de ces toxiques et se former à un jardinage écologique.

La Semaine pour les alternatives aux pesticides ?

Cet événement – lancé en 2006 et coordonné par Générations Futures - est une opération citoyenne nationale et internationale annuelle ouverte à tous visant à promouvoir les alternatives aux pesticides. Pendant les 10 premiers jours du printemps, période de reprise des épandages de pesticides, toutes et tous sont invités à mieux s'informer sur les enjeux tant sanitaires qu'environnementaux des pesticides et sur leurs alternatives par le biais de centaines de manifestations organisées dans de nombreuses régions.

>>> [Tout savoir sur comment participer à la Semaine.](#)

Et bien sûr pleins d'autres événements seront organisés localement et nationalement.

¹ <http://www.generations-futures.fr/pesticides/donnees-tronquees-sur-les-pesticides-generations-futures-repond-aux-denegations-du-ministere-de-lagriculture/>

